

---

M.E.S., Numéro 123, Juillet – Septembre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 30 juin 2022

---



## *Revue Internationale des Dynamiques Sociales*

### *Mouvements et Enjeux Sociaux*

*Kinshasa, juillet - septembre 2022*



## DE LA NECESSITE D'UNE REORIENTATION GEOSTRATEGIQUE POUR UNE NOUVELLE CARTE GEOPOLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

par

**Patrick LUMUMBA YODI-SHEMBO**

*Assistant, Faculté des Sciences Sociales  
Université de Kinshasa*

---

### Résumé

La République Démocratique du Congo est au centre des enjeux de contrôle de l'Afrique, et se trouve intégrée dans les équations de positionnement stratégique des puissances sur tous les plans. Un enjeu stratégique durant la Seconde Guerre mondiale, en tant que détenteur de la mine d'uranium, le Congo constituera durant la guerre froide, un fournisseur important de cuivre et de cobalt du « monde libre ». Aujourd'hui, la transition numérique et technologique occasionne la ruée vers ce pays disposant à lui seul, plus de 60% de la production mondiale de Coltan, premier producteur mondial de cuivre et de cobalt et premier producteur africain de Lithium, dont l'ampleur de la hausse que va connaître la demande de voitures électriques et de batteries rechargeables d'ici à 2030 représentera plus de 400%. Face à l'imprévisibilité qui reste d'ailleurs la figure dominante de l'environnement stratégique, l'objectif de la stabilité et de l'émergence de ce pays impose de l'anticipation stratégique et l'impérieuse nécessité d'une gouvernance géostratégique (stratégie de focus) pour « vassaliser » les partenaires dans les secteurs d'activités à impacts palpables et ce, face à un monde en pleine recomposition stratégique.

### Abstract

The Democratic Republic of Congo is at the centre of the stakes of control of Africa, and is integrated in the equations of strategic positioning of the powers on all levels. A strategic issue during the Second World War, as holder of the uranium mine, the Congo was an important supplier of copper and cobalt to the "free world" during the Cold War. Today, the digital and technological transition is causing a rush to this country, which alone has more than 60% of the world's coltan production, is the world's leading producer of copper and cobalt and is Africa's leading producer of lithium, the extent of which will increase by more than 400% between now and 2030 in the demand for electric cars and rechargeable batteries. Faced with unpredictability, which remains the dominant feature of the strategic environment, the objective of the stability and emergence of this country requires strategic anticipation and the imperative need for geostrategic governance (focus strategy) in order to 'vassal' partners in sectors of activity with palpable impacts, facing a strategic changing world.

**Mots-clés :** *Orientation-géostratégie, nouvelle carte-géopolitique, prédation, désaffectation, marge de manœuvre, focus, RDC*

### INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) est au centre des enjeux de contrôle de l'Afrique, et se trouve intégrée dans les équations de positionnement stratégique des puissances sur le plan géoéconomique, financier, géostratégique et sécuritaire. Avec plus

de 60 à 80 % des réserves mondiales en coltan<sup>1</sup> pour ne citer que cela, avec une teneur du tantale la plus élevée au monde, et dont les grands consommateurs sont les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne, la Chine et la Russie ; ce pays est au cœur de la convoitise la plus redoutable des puissances étrangères, ce, à côté des voisins aux instincts parfois prédateurs. Pour tout dire, « les contraintes géopolitiques »<sup>2</sup> de ce géant asphyxié, acteur clé de l'intégration africaine, font peser une menace certaine dans un contexte de multipolarité, totalement différent de celui des années 60-90 de la guerre-froide ; au point de devenir « un espace mis en bail, dépourvu de souveraineté »<sup>3</sup>. Face aux acteurs géopolitiques ainsi que leurs pivots géostratégiques que sont les Etats voisins aux dents longues et à la recherche du leadership dans la sous-région ; une nouvelle grille de lecture et de nouvelles approches stratégiques s'impose pour parvenir à la survie et à l'élargissement des marges de manœuvre de ce pays.

En effet, partant du postulat selon lequel le système international est marqué par l'autonomie des acteurs de toute taille, jusqu'à l'affirmation d'organisations terroristes proto-étatiques, il nous revient de constater que la hiérarchie de la puissance internationale est aujourd'hui en évolution rapide, accentuant l'incertitude, l'anxiété, les ambitions nouvelles qui sont en soi facteur de risque.

Comme l'indique certains experts dans ce domaine, la compétition d'abord économique et technologique, s'étend de plus en plus aux domaines diplomatique, militaire, culturel, environnemental<sup>4</sup>; créant de fait, un climat d'incertitude générale, lequel pousse certains pays à douter de leurs alliés et à rechercher encore plus d'autonomie, doublée d'une hétérogénéité grandissante (Etats, organisations terroristes, ...) où les incompréhensions et erreurs de perception ; accentuent une dynamique qui, plus qu'à aucun autre moment depuis la fin de la guerre froide, offre l'imprévisibilité. Dans ces conditions, le risque d'escalade involontaire ou non maîtrisée est ramené au maximum, susceptible de faire assister ce dernier (Congo) à une sorte d'architecture d'insécurité, avec les conséquences incalculables. Tout est clair : ce pays est au cœur d'une offensive de charme. Mais la question entière demeure celle de savoir : Comment réussir la réorientation géostratégique de la RDC dans un tel contexte ? C'est pratiquement autour de ce questionnement que nous tenterons de jeter les ébauches de solution, sans prétention de vider la matière.

A ce stade, nous notons que « le mode appauvrissant » de « mise en valeur des ressources naturelles » du Congo dans le contexte de la mondialisation libérale s'accompagne de l'impuissance de l'Etat comme exigence de ce type d'exploitation, et avec un dessin géopolitique « d'impuissantement » caché et progressif de l'appareil de l'Etat congolais<sup>5</sup>. Le manque d'une vision pragmatique adaptée aux mutations du monde actuel, et le non-développement institutionnel de secteurs d'activités susceptibles de promouvoir l'économie et le rayonnement d'un pays fortement éprouvé par la guerre et entaillé par l'insécurité des pays voisins est révélateur à ce sujet. Dès lors, « la géopolitique du Congo, qu'elle soit construite autour de la vocation africaine comme aux beaux temps du Marechal Mobutu ou, autour de la centralité du type et de sa multi-appartenance régionale, ou d'une combinaison des deux « ressorts »<sup>6</sup>, mérite d'être lue, en tenant compte des mutations géostratégiques intervenues en Afrique depuis la fin de la guerre froide, en prenant la mesure exacte, et les dispositions

<sup>1</sup> Le Coltan, abréviation de colombo-tantalite, est un composé de niobium (ou colombite) et tantale très recherché pour ses utilisations dans l'industrie spatiale et les télécommunications.

<sup>2</sup> Marie-France CROS et François MISSER., *Géopolitique du Congo (RDC)*, Paris, éd. Complexe, 2006, p.5,7,12-15.

<sup>3</sup> Philippe BIYOYA MAKUTU., « A la recherche d'un nouveau destin géopolitique pour la RDC », in *La République Démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion*, ICREDES, Kinshasa, 2013, p.307.

<sup>4</sup> *La Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, Ministère des Armées, République Française, 2017.

<sup>5</sup> Philippe BIYOYA MAKUTU., *op.cit.*, p. 308.

<sup>6</sup> *Idem.*

conséquentes, en vue d'une projection du rôle géopolitique de celui-ci sur la scène internationale.

Cette recherche vise substantiellement la stabilité de la RDC, par-delà, toute la sous-région des Grands Lacs en proie à l'insécurité devenue « chronique », et relève d'un essai d'une nouvelle grille d'inversion de paradigme : celle d'entrevoir une géostratégie d'alliances chère à Patrice Emery Lumumba, un peu juxtaposé à l'idée de « revolver » de Frantz Fanon que nous considérons désormais inadapté et inapproprié, si elle est prise exclusivement dans sa nature militaire et combattante. Dès lors, elle vise à se parer des vertus de la stratégie de l'anticipation, de l'innovation et de la compétitivité pour y parvenir. Aussi invite-t-elle, ce faisant, à la compréhension de l'enjeu géopolitique important due aux ressources stratégiques rares et inégalement réparties<sup>7</sup>, parce que l'inégale répartition de ses ressources met face à face des zones en pénurie et celle qui en sont pourvues exagérément<sup>8</sup>.

## I. DE LA (RE) ORIENTATION GEOSTRATEGIQUE POUR UNE NOUVELLE CARTE GEOPOLITIQUE

### 1.1. La (Ré) orientation géostratégique

L'orientation géostratégique consiste à poser des gestes concordant avec les priorités, les stratégies ou la vision de l'organisation, ici compris, l'Etat. Et la motivation fondamentale à ce niveau reste celle de contribuer à la direction de l'organisation de l'appareil de l'Etat dans sa capacité de comprendre et de contribuer à la vision, aux objectifs et aux priorités susceptibles d'impacter durablement la vie nationale. C'est de s'assurer que ses activités et celles des autres (partenaires) sont harmonisées aux priorités et aux objectifs qu'il se fixe, en vue d'établir les priorités, les objectifs, les stratégies et la vision de ce dernier pour les faire avancer.

Lorsqu'un Etat prévoit par exemple les changements environnementaux de son espace, et considère les tendances socio-économiques, il peut planifier et ajuster la vision à long terme. L'orientation géostratégique est ici comprise comme un plan d'action qui mène à la réalisation de certains objectifs (qui doivent être fixés) et de la vision au moyen des stratégies organisationnelles.

### 1.2. Pour une "nouvelle" carte géopolitique

Il existe de nombreux Etats dans le monde dont le poids spatial et démographique peut faire objet de surreprésentation politique sur le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans l'échiquier international et dont la puissance économique de certains d'entre eux d'ailleurs, en lien avec des rentes des ressources naturelles, sont confrontés à des enjeux accrus à l'heure de la lutte pour la garantie des sources d'approvisionnement et qui aiguïssent les appétits pour leurs ressources rares. En effet, la carte politique d'un Etat révèle et façonne la conception de l'espace de ce dernier. Une de ses fonctions importantes est d'exprimer un rapport entre le pouvoir politique et le territoire, non seulement en figurant les frontières mais aussi et surtout, à travers leurs usages institutionnels, les conditions de leur production, leur rôle idéologique, etc.

Les cartes (les représentations) sont l'une des expressions de la façon dont la mesure, le calcul et la stratégie deviennent des instruments au service des gouvernements de plus en plus importants. Aujourd'hui par exemple, les cartes numériques sont devenues les symptômes, et peut-être parfois les agents de la crise des Etats-nations confrontés à la mondialisation, un phénomène lui-même étroitement mêlé à l'emprise des nombres, par l'entremise de la technique sur l'espace. De même, l'on

<sup>7</sup> Sophie CHAUTARD., *L'indispensable de la géopolitique*, éd. Studyrama, Paris, 2004, p.81.

<sup>8</sup> Philippe HUGON., *Géopolitique de l'Afrique*, éd. Sedes, Paris, p.151.

constate que les plus grands diffuseurs d'information géographique sont de grandes sociétés mondialisées (originaires des Etats-Unis), alors que la numérisation contemporaine de la cartographie est intimement liée à plusieurs aspects de la mondialisation : internationalisation de l'économie, importance croissante des activités liées au traitement de l'information, etc.

Très schématiquement, de la révolution jusqu'à l'ère des cartes numériques, la cartographie continue à être un instrument de la souveraineté des Etats, mais sa dimension militaire devient prépondérante.

En effet, la nouvelle carte géopolitique de la RDC que nous voudrions, repose essentiellement sur la nécessité de disposer d'une conception politique destinée à donner forme et corps à l'Etat, comme moyen d'agir sur son territoire.

Nous retiendrons qu'en fonction d'une orientation géostratégique, la RDC devra se servir d'une "nouvelle carte géopolitique" de priorités stratégiques, au service de la construction d'un outil d'administration "moderne", surtout dans la transformation des conceptions de l'espace qu'accompagne aussi au développement de nouvelles pratiques administratives dans lesquelles la carte devient un instrument central.

## II. LA RDC DANS L'EQUILIBRE GEOPOLITIQUE MONDIAL

### 2.1. Silhouette géostratégique

La RD Congo occupe une position stratégique qui lui confère le rôle de plaque tournante du développement de l'Afrique et de point de pénétration des différents marchés sous-régionaux. Pour cette raison, le pays a toujours été très convoité, autrefois par les puissances coloniales relayées par les Etats-Unis, aujourd'hui par les Etats voisins<sup>9</sup>; rien qu'à voir la prédation de ces richesses naturelles, tel que mentionné dans les rapports du groupe d'experts de l'ONU qui en ont démonté précisément les mécanismes<sup>10</sup>. Colette Braeckman<sup>11</sup> dresse un constat très édifiant des pratiques qui se sont généralisées à la faveur de la guerre en RDC, ainsi que le document d'études réalisé par l'école de guerre économique : « l'instabilité dans cette partie du monde peut être décryptée par la cartographie des acteurs du marché du coltan et que leurs activités, téléguidées, s'insèrent dans l'architecture d'une guerre géostratégique menée par les puissances étrangères au tour de cette matière »<sup>12</sup>.

Un enjeu stratégique<sup>13</sup> (scandale géologique, château d'eau de l'Afrique, scandale énergétique et biodiversité), le pays connaît un défi d'une gouvernance et d'une administration qui devra mettre en place un cadre politique et institutionnel qui le permettra de pouvoir enfin tirer parti de ses atouts économiques exceptionnels pour amorcer une spirale de développement<sup>14</sup>. De ce fait, le véritable essor ne peut avoir lieu qu'avec la stabilisation politique, sécuritaire, matérialisé par une réelle cohésion nationale, tel que vécu pendant la guerre dite d'agression du 2 août 1998<sup>15</sup>.

---

<sup>9</sup> Roland POURTIER., « La guerre au Kivu : un conflit multinational », in *Afrique contemporaine*, n° 180, 1996, pp. 15-38.

<sup>10</sup> Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 12 avril 2001. Ce premier rapport a été complété par un additif en date du 13 novembre 2001, puis par un nouveau rapport en octobre 2002.

<sup>11</sup> Colette BRAECKMAN., *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, éd. Fayard, 2003.

<sup>12</sup> Chistian HARBULOT (dir.), « La guerre du coltan en RDC. Repositionner le jeu des acteurs dans le paradigme des stratégies des puissances », in *Ecole de guerre économique*, (novembre) 2008, pp.1-3.

<sup>13</sup> Marie-France CROS et François MISSER., *Op.cit.*, pp. 15-32.

<sup>14</sup> *Idem.* p.33.

<sup>15</sup> Colette BRAECKMAN., *L'enjeu Congolais. L'Afrique Centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1999, pp. 357-358 et p.410.

En effet, le Congo était « conçu comme un Etat tampon »<sup>16</sup> au cœur du continent, entre les empires africains des autres puissances (France, Portugal, Royaume-Uni, Allemagne), permettant d'éviter un contact direct entre leurs possessions respectives et, par conséquent, les risques d'affrontement entre les armées coloniales de ces pays. D'ailleurs Roland Pourtier<sup>17</sup> dit à ces propos que « le Congo incarne, dans sa définition territoriale, la vision naturaliste des Européens du XIXe siècle... »<sup>18</sup>. Rappelons-le d'ailleurs, qu'en Relations Internationales, chaque acteur a pour finalité, la poursuite et la préservation de son intérêt national. Tenant compte de cette logique, tout Etat recourt en premier lieu, aux ressources qui sont situées sur son territoire, pour se tourner ensuite vers l'extérieur pour y acquérir les ressources non disponibles à l'intérieur de ses frontières<sup>19</sup>, étant entendu avec le Darwinisme social inspiré de la « sélection naturelle », que les peuples, les Etats sont engagés dans une lutte à mort pour les ressources de la terre<sup>20</sup>.

## 2.2. Importance géopolitique

De l'avis de Sophie Chautard<sup>21</sup>, la géopolitique elle-même, dans sa nouvelle approche, sert à comprendre, se comprendre d'abord soi-même tant que peuple, nation, civilisation, mais aussi comprendre l'autre, le voisin, l'étranger, le peuple à la culture différente. D'ailleurs, l'actualité alimente ce besoin de compréhension et d'analyse du fait que les émissions à succès se multiplient, expliquant les racines et la dynamique des conflits entre Etat, ainsi que les intérêts en jeu ; en gardant à l'esprit que les ressources rares sont aussi une dimension du territoire<sup>22</sup>. Disons que la géopolitique ne se résout pas en quelque banalité simplificatrice fondée sur la révélation d'un *deus ex machina* providentiel. Avec une manne minière évaluée à plus de 24000 milliards de dollars américains<sup>23</sup>, le potentiel du pays est à la base des influences et autres interférences, tant au niveau de l'environnement internationale le plus lointain qu'au niveau des pays ou Etats les plus proches.

La *realpolitik* de Friedrich Ratzel fait de l'Etat un organisme vivant doté des caractéristiques humaines, physiques, géographiques et d'une logique de la domination, elle-même prélude au leadership mondial<sup>24</sup>. Le monde des Etats se compare à la lutte des espèces pour la vie, ainsi que l'adaptation de ces espèces. Tout Etat qui s'écartere de cette *realpolitik* (politique générée par la réalité géographique) est voué à un échec dans la composition entre eux. En effet, les minerais précieux et autres matières premières attisent les tensions<sup>25</sup>, entre de nombreux acteurs (groupes armés, troupes étrangères, entrepreneurs politico-militaires, groupes d'affaires, les multinationales, les terroristes,...), qui luttent tous pour s'en emparer illégalement<sup>26</sup>. Plus de trente ans après

<sup>16</sup> Marie-France CROS et François MISSER., *Op.cit.*, p.45.

<sup>17</sup> Human Rights Watch, cité par Roland POURTIER., « L'Afrique Centrale dans la tourmente : Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », in *Tragédie Africaine*, 4<sup>ème</sup> Trimestre, Hérodote, Paris, 2003, p. 111.

<sup>18</sup> Roland POURTIER., *Op.cit.*, p. 122.

<sup>19</sup> Eugène BANYAKU LUAPE et alii., *Initiation à la géopolitique*, Kinshasa, éd. Cahiers du CIEDOS, 2004, pp. 63-64.

<sup>20</sup> Philippe MOREAU DEFARGES., *La géopolitique pour les nuls*, Paris, éd. First-Grund, 2012, p. 289.

<sup>21</sup> Sophie CHAUTARD., *Op.cit.*, p.87.

<sup>22</sup> Aymeric CHAUPRADE., *Géopolitique : constances et changements dans l'histoire*, Paris, éd. Ellipses, 2003, p.13.

<sup>23</sup> Patrick LUMUMBA YODI-SHEMBO., « L'enjeu congolais à l'aune de la rivalité stratégique sino-américaine : Pour un leadership régional transformationnel », in, *Cahiers Africains des Droits de l'Homme et de la Démocratie ainsi que du Développement durable* (octobre-décembre), n° 065, Vol.1, 2019, 25 pages.

<sup>24</sup> Dario BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, Paris, 5<sup>ème</sup> éd. Editions Sciences Po, Les presses ; 2015, p.423.

<sup>25</sup> Lire à ce sujet Pierre PEAN., *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, éd. Fayard, 2010.

<sup>26</sup> Bernard LELOUP., « Les rebellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional », in *L'Afrique des Grands Lacs, annuaire 2001-2002*, Centre d'étude de la région des Grands Lacs, Anvers, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 79-114.

la fin de la guerre civile en Sierra Leone (1991-2021) et ses « diamants de sang »<sup>27</sup>, l'économie de prédation des minerais de sang congolais conditionne les rivalités et les relations de domination entre les différentes parties qui financent la guerre grâce aux richesses d'une région enclavée mais d'une importance géostratégique et économique majeur<sup>28</sup>.

### III. De l'élargissement des marges de manœuvres stratégiques

Les évolutions rapides du contexte international imposeraient une révision régulière de la stratégie en terme de défense, de diplomatie et de coopération. Les phénomènes tels que le terrorisme, les conflits armés et les groupes armés actifs au sein et dans le voisinage, la montée en puissance militaire, industrielle et surtout économique de nombreux Etats ; la fragilité et la recomposition européenne, l'affirmation Chinoise et les manœuvres de contournement américaines, ne font qu'exacerber l'incertitude sur la crédibilité des alliances, dans un contexte de retour des rapports de forces qui contribue également à la perception d'un environnement plus instable. Que faire ?

#### 3.1. Faire attention à la désaffectation géopolitique qui s'opère au détriment de la RDC

Le syndrome du mal géopolitique congolais ou l'incapacité d'appuyer sur la gâchette fanonienne est le qualificatif que lui colle le professeur Philippe Biyoya<sup>29</sup>, et de poursuivre que « *le mal de type géopolitique dont souffre le Congo et qui condamne le destin géopolitique de ce pays réside dans la question de savoir si le Congo, terre de Patrice Emery Lumumba, était toujours cette terre du rêve africain célébré par la belle formule de la gâchette du revolver-Afrique de Frantz Fanon* ». Cette observation relève de la fin des années 1990, relative au processus démocratique et celui du basculement des enjeux mondiaux avec la chute du mur de Berlin, symbolisant la fin de la guerre froide<sup>30</sup>. Ali Mazrui<sup>31</sup>, ne s'empêcha pas dans sa projection sur le futur africain dans le monde de demain, de faire figurer le Zaïre aux côtés du Nigéria, de l'Égypte, de la RSA et de l'Éthiopie.

Dès lors que nous reconnaissons que le destin géopolitique du Congo est à reconstruire, il va sans dire que ce pays connaît une certaine « désaffectation de son destin ». Frantz Fanon et Cheik Anta DIOP<sup>32</sup> entrevoyaient le développement de l'Afrique par la dynamique impulsive de la RDC. Paradoxalement, elle devient le ventre mou à l'heure de la mondialisation des échanges et s'affiche comme une passerelle, espace poreux de tout un Etat tombé en déliquescence, pataugeant piteusement entre pillages organisés par des multinationales et des grandes puissances, usant de la géométrie variable, avec comme seul objectif, d'accéder avec moindres efforts aux ressources naturelles qui en constituent la toile de fond<sup>33</sup>.

#### 3.2. Veiller et maîtriser la dynamique qui échappe totalement au contrôle de la RDC

En effet, au scénario des menaces qui pourraient être les signes annonciateurs de la recomposition géopolitique qui se fit sous l'emprise de la RDC, depuis la déliquescence du Zaïre ; figurent l'impulsion très dynamique qui échappe totalement au

<sup>27</sup> Laurent MONNIER, Bogumil JEWSIEWICKI, Gauthier De VILLERS., « Chasse au diamant au Congo-Zaïre », in *Institut Africain-CEDAF*, Paris, éd. L'Harmattan, 2001, p. 78.

<sup>28</sup> Roland POURTIER., « Guerre et géographie. Du conflit des Grands Lacs à l'embrasement de l'Afrique centrale », in *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, (Dir). J-L Chaléard et R. Pourtier, Paris, Publication de la Sorbonne, 2000, pp 111-135.

<sup>29</sup> Philippe BIYOYA., *Op.cit.*, p.302.

<sup>30</sup> *Idem*.

<sup>31</sup> Ali Mazrui cité par Philippe BIYOYA., *Op.cit.*, p.302.

<sup>32</sup> Modeste MUTINGA, *La guerre de l'eau aux portes de la RDC*, Kinshasa, éd. Le potentiel, 2014, p.29

<sup>33</sup> Patrick LUMIMBA YODI-SHEMBO., *Op.cit.*, p.3.



contrôle de cette dernière. La CEMAC ( Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), la SADEC (Communauté du développement de l'Afrique australe), la CEAE (Communauté économique de l'Afrique de l'Est), l'Association des pays du Golfe de Guinée, y compris la CEPGL, mouton noire de ces mutations, sans oublier la CAE (Communauté d'Afrique de l'Est) qui renforce le leadership Rwando-Ougandais dans la sous-région, avec une vraie mise en œuvre de la stratégie pour contrôler et utiliser les ressources de ce pays à ce que leurs intérêts vitaux soient effectivement promus et assurés<sup>34</sup>.

Ce faisant, la complexité du paysage physique du pays rend difficile les liens entre les communautés, voire les régions, étant donné que le marché intérieur est également très peu intégré en ce qui concerne les services d'infrastructures, notamment d'électricité, d'énergie, d'eau et d'assainissement. Les politiques douanières et administratives, la volonté politique, l'étroitesse des marchés, la faiblesse du pouvoir d'achat, la pauvreté des marchés de capitaux, le manque de base de production diversifiée et l'absence des mécanismes de coordination et d'harmonisation des politiques Congolaises, suscitent des interrogations<sup>35</sup>. Il s'agit donc essentiellement de repenser les approches de l'intégration et réaffirmer la vision africaine à travers la définition de nouvelles orientations contextualisées, capables de consolider les progrès.

Pour ce faire, il faudra également veiller aux menaces de craquellement de la souveraineté dans lesquels s'engouffrent les guerriers nomades Mbororo venus du Soudan, du Tchad et probablement de la Somalie. Il en est de même des rebelles Ougandais de la LRA, de l'extension des connexions d'Al-Qaeda (El-Shabab, du Hezbollah libano-iranien) qui, somme toute, présentent le danger de transformer rapidement la RDC en sanctuaire rêvé d'une violence terroriste accrue. D'autant plus que ce pays est marqué par un cocktail de facteurs qui alimentent une conflictualité "à fleur de peau": la fragilité du système démocratique, la faiblesse et/ou effondrement des institutions étatiques, l'instrumentalisation des différences identitaires, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles et énergétiques, ainsi que la criminalisation des circuits économiques et financiers couplée à la paupérisation accrue des populations<sup>36</sup>.

#### IV. PISTES STRATEGIQUES POUR LA STABILITE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA RDC

##### 4.1. Investir dans la cohésion nationale (dissuasion civile)

Marc Guerrini<sup>37</sup> note que la notion de communauté, à partir du 19<sup>ème</sup> siècle, a permis d'un point de vue sociologique, de dépasser une approche interpersonnelle pour s'arrimer à une appréhension de nature collective fondée sur le groupe social. Dans un tel schéma, le sentiment d'appartenance est devenu un élément caractéristique de l'identité d'un individu. Mais, bien avant cela, ce sont les philosophes du contrat social, principalement Hobbes, Locke, Rousseau et Kant qui ont pensé l'idée même d'une société de citoyens en interrogeant les fondements de la naissance de l'Etat. On retrouve ainsi dans ses fondements l'idée même d'une communauté nationale, d'une nation, partageant des éléments variables selon les auteurs, mais ayant toujours une portée intégrative pour ce corps nouveau d'individus.

<sup>34</sup> E. M. EARLE Cité par Christian MALIS, *Raymond Aron et le débat stratégique français*, 1930, 1966, éd. Economica, Paris, 2005. p.178. En effet, notre compréhension de la stratégie du Rwanda ramène sur la scène du débat Edward N. LUTTWAK avec son livre *Le grand livre de la stratégie* publié aux éditions Odile Jacob à Paris en 2002.

<sup>35</sup> *Rapport du Groupe de la Banque Africaine de Développement*, Discours de Pathé GUEYE, Commissaire en charge des infrastructures de la CEDEAO lors du lancement de la nouvelle stratégie d'intégration de l'Afrique de l'Ouest le 26 Novembre 2020.

<sup>36</sup> Patrick LUMUMBA., *Op.cit.*, p.8.

<sup>37</sup> Marc GUERRINI, « la cohésion nationale : Théâtre de l'objectivation des droits fondamentaux », in *Chronique classée dans Droit constitutionnel*, n° 03, RDLF chron, 2021.

En effet, Il s'agit pour le souverain, de rechercher dans la cohésion d'une communauté la « valeur symbolique du couronnement »<sup>38</sup>. L'enjeu étant alors de redéfinir ce qui fait sens pour que les individus qui se retrouvent dans une communauté, et notamment dans une communauté nationale, puissent de nouveau dire « nous », question d'avoir « un relatif consensus d'une communauté sur un socle mémoriel commun qui donne à la fois sens et corps à cette communauté »<sup>39</sup>. Le défi de l'unité s'avère indispensable. A ce sujet, Colette Braeckman fait remarquer qu'« au Congo, (...) le sentiment national l'emporte de loin sur des solidarités ethniques qu'il faut d'ailleurs relativiser »<sup>40</sup>. Et d'ajouter que « les Congolais, toutes régions d'origine et tribus confondues, expriment des désirs convergents »<sup>41</sup>. Il appert que cette conscience commune se forge au fil des ans et à chaque épreuve. Cette vision se renforce par la manière dont les ressources du pays ont été et continuent d'être pillées ou mise en gage, d'abord durant les deux guerres successives qui par ailleurs ont contribuées à renforcer la cohésion nationale des citoyens congolais qui expriment jusqu'alors, le désir de voir les forces étrangères, invitées ou non, leur laisser l'occasion de bénéficier de leur richesse en solidarité avec le monde.

En réalité pour le Congolais, la partition du pays est une perspective impensable, et le souci de défendre l'intégrité nationale est unanimement partagé. Comme on peut l'avoir remarqué, la paix durable, la stabilité et le développement sont avant tout une condition interne, soit une condition nationale avant de devenir une question régionale. C'est la capacité de réussir un renouveau national par la refondation de l'Etat et de la République d'une part, et de l'autre, la reconstruction de la Solidarité nationale ainsi que l'invention d'une nouvelle société vraiment nationale et fraternelle qui aidera à la pacification au niveau régional. D'où, seule une cohésion mieux affirmée peut donc assurer un avenir, autre que violent, à la République Démocratique du Congo et de ce fait se parer à la résistance de toute incursion étrangère.

#### 4.2. Amorcer une réorientation géostratégique

Au moment où tout le monde craint le retour non avoué d'une autre « guerre froide » qui ne dit pas son nom entre Pékin et Washington (*Piège de Thucydide* cher à Graham Alison) qui serait un fatum de probabilités mortifères pour la collectivité mondiale si fragilisée déjà avec la Covid-19; il ya lieu de se préoccuper de l'avenir de la RDC; même s'il arrivait que les « protagonistes » définissent ensemble, sur son territoire, dans la modération, l'alignement de leurs intérêts stratégiques communs pour coopérer dans un équilibre mondial, ce qui semblerait difficile du fait que les *casus belli* ne manquent pas en mer méridionale de Chine devenu la nouvelle ligne de front de ce duel, avec l'historique question de Taiwan, la nucléarisation de la péninsule Coréenne, la militarisation Nippone et plus près de nous, les minerais stratégiques de la RDC. Nous le savons tous, les Etats n'ont pas d'amis ni d'ennemis, seul la logique de l'intérêt national guide toute action. Face à cette réalité, quelle attitude doit adopter la RDC dont les matières premières sont un enjeu planétaire ?

Il n'est un secret pour personne qu'en décembre 2018, l'administration Américaine a présenté sa nouvelle stratégie pour l'Afrique<sup>42</sup>, choisissant ainsi de lire les enjeux du continent à la lumière de la nouvelle lutte entre les grandes puissances ; considérant que la Chine inhibent ses investissements et interfèrent avec ses opérations militaires, en faisant peser une menace réelle sur ses intérêts de sécurité nationale ; craignant que la stratégie Chinoise dans ce continent modifie « l'équilibre des forces » en la faveur de

<sup>38</sup> Guy HERMET., « Etats et cultures nationales : un retour aux origines », in Dieckhoff A. *La Constellation des identités*, Paris, Presses des Sciences Po, 2004. p.106.

<sup>39</sup> Jean-Francois HAVARD., « Histoire(s), mémoire(s) collective(s) et construction des identités nationales dans l'Afrique Subsaharienne postcoloniale », in *Cités*, 2007/1, n° 29, p.71.

<sup>40</sup> Colette BRAECKMAN., *L'Enjeu Congolais*, *Op.cit.*, pp. 409-412.

<sup>41</sup> *Idem.*

<sup>42</sup> Rita Abrahamsen., « Etats-Unis : une nouvelle stratégie pour l'Afrique », in *Analyse*, du 19 décembre, CEPI, ottawa, 2018.

cette dernière. Disons-le à cet effet que le partenariat stratégique privilégié pour la paix et la prospérité (PP4PP) conclu en 2019 entre ces derniers et la RDC témoigne le souci de cette matérialisation. Pourtant, nul n'ignore la saga du « contrat du siècle » entre la République Populaire de Chine et la RDC signé en septembre 2007. Un accord bilatéral d'investissement entre le gouvernement congolais et un consortium d'entreprises d'Etat Chinois, qui restera une étape emblématique des nouvelles relations sino-africaines et du repositionnement de l'Afrique sur l'échiquier économique mondial<sup>43</sup> issue du « partenariat stratégique » entre les deux Etats (Chine-RDC).

Dans ces conditions, il est vivement conseillé de ne pas être pris dans ce piège stratégique cornélien en s'alignant sur une puissance et s'aliéner l'autre. Il faudra demeurer fidèle aux fondamentaux de la politique étrangère depuis 1960, dont les principes fondamentaux et cardinaux d'ouverture au monde sans exclusive et le neutralisme positif ; et surtout de ne privilégier que l'« intérêt national ».

En effet, cas atypique par sa position géostratégique au cœur de l'Afrique avec neuf voisins; la RDC s'inscrit structurellement dans une diplomatie de la porte ouverte sur le monde et devra éviter « les basculements du centre de gravité géostratégique »<sup>44</sup> hasardeux. Ce qui pourrait préjudicier la quête naturelle de puissance de ce pays et contrarier ses desseins de développement, alors qu'il faut promouvoir son intérêt national dans la gestion de ses relations diplomatiques.

Ainsi, la RDC doit briser ce cercle vicieux d'un jeu à sommes nulles de lutte entre puissance, et muer vers un cercle vertueux de coopération « gagnant-gagnant », entre tous les protagonistes, en privilégiant son intérêt national. De ce fait, il va falloir envisager la promotion des relations triangulaires *win-win* et retenir que la RDC n'a ni d'amis ni d'ennemis permanents, elle n'a que des intérêts permanents.

#### 4.3. Entrevoir la « stratégie de focus »

Puissance d'équilibre par excellence, de par sa géostratégie et sa géo économie exceptionnelle, il appartient prioritairement à la RDC de (re) définir sa « stratégie » face à un monde en pleine recomposition stratégique et faire sienne le triptyque identification de son « intérêt national ». C'est dans cette optique que nous proposons la « stratégie de Focus » qui vise à « vassaliser » les partenaires à travers l'identification de secteurs clés d'activités susceptibles de générer des capitaux colossaux à même de booster l'économie et impacter sur le rayonnement du Pays. Tout ceci devra se faire sous la condition de transfert de technologie et la formation d'une main d'œuvre qualifiée dans chaque secteur « clé » d'activité nationale de production, au regard de la demande internationale, dont les puissances du monde dépendent pour leur économie, notamment : la transition numérique, l'intelligence artificielle, les NTIC, les énergies vertes... D'ailleurs une étude récente menée par *IHS Market*<sup>45</sup> annonce une augmentation des principaux partenariats sur le marché des batteries Lithium-ion.

A cet effet, *New Energy Metals* annonce que le Lithium, le cobalt et le Nickel sont les matières rares les plus recherchées par des entreprises minières de renom dans les rangs desquels on retrouve CATL, Northvolt, LG Chem, SAMSUNG, POSCO, SK Innovation, BMW, DAIMLER, WOXWAGEN, TOYOTA, TESLA. Par ailleurs, les statistiques fournies par *DARTON COMMODITIES Ltd*<sup>46</sup> indiquent que la RDC est classée en tête des dix premières mines productrices de cobalt au monde, avec un peu

<sup>43</sup> CEPAS, *les enjeux de la convention minière RDC-Chine*, Kinshasa, mars 2010.

<sup>44</sup> Daniel MAKIESE MWANA WA NZAMBI, *La géopolitique et la politique internationale dans l'accession et la perte du pouvoir par les chefs d'Etat en R.D. Congo*, Kinshasa, éd. La Montagne, 2020, pp. 89-92.

<sup>45</sup> IHS Marking est une agence spécialisée dans la technologie de pointe, des énergies renouvelables et des informations sur les services et les matières rares du monde selon le rapport de 2018.

<sup>46</sup> DARTON COMMODITIES Ltd, *Rapport*, 2017.

plus de 81.290 Tonnes, suivie de la Philippines 5000t, Cuba 4900t, Australie 3650t, Canada 3600t,...pour ne citer que ceux-là. Une question taraude notre esprit : que font les principales entreprises minières productrices de cobalt dans le monde en RDC, notamment *GLENCORE* et *China Molybdenum* ? Il est prouvé que suivant la répartition des principaux gisements de cobalt mondiaux (intra-sédimentaires, selon leur tonnage, teneur et typologie), la RDC est placée en tête sur les mines de Mutanda, Kamoto et Tenké Fungurumé avec une part de production mondiale de 65-70%<sup>47</sup>. Ces recherches prouvent que 60% en masse d'utilisation du cobalt dans les Cathodes de batteries Li-ion pour sa grande capacité en électronique portable (ordinateurs, téléphones, etc.) constitue la principale demande dont l'ampleur de la hausse connaîtra d'ici à 2030 plus de 400% ; avec une consommation de plus de 30%.

Pour se faire, *Benchmark Mineral Intelligence*<sup>48</sup> rapporte que le Lithium graphite, le Cobalt et le Nickel connaîtraient une demande exceptionnelle d'ici 2028 avec respectivement plus de 1.570.000,020t, 1.747.800t, 276.401t et 929.018t, pendant que les sources d'estimations préliminaires des *USGS* indiquent que la RDC produit presque 64,3% de cobalt mondial, suivie de la Russie 4,2%, de Cuba avec 3,5%, de l'Australie avec 3,4%<sup>49</sup>. C'est dire que la RDC peut se saisir de la maîtrise de cette technologie en diversifiant les partenaires dans ce domaine précis. La « stratégie de Focus » que nous proposons ici, sert à identifier les secteurs clés d'activités susceptibles de booster l'économie et le développement du Pays. Au moment où les six principaux producteurs de batteries sont tous originaires de l'Asie de l'Est, qui se partagent 68% du marché de la production d'accumulateurs pour véhicules électriques, il y a lieu de faire « Focus » sur certains secteurs d'opportunité remarquable ci-haut épinglés. Pour se faire, les autorités congolaises devraient orienter les politiques publiques et cibler les partenaires mondiaux dans les secteurs d'activités stratégiques.

D'après certaines révélations, la demande mondiale de Lithium devrait sensiblement augmenter pour atteindre deux millions de tonnes d'ici 2030, grâce au secteur de l'automobile<sup>50</sup>. La hausse concomitante des prix de ce métal critique ou rare, dont la tonne couterait 10.000 dollars américain sur le marché international (estimations faites en 2016-2018), devrait profiter aux principaux producteurs que sont : l'Australie, le Chili et la Chine. En effet, si la part de l'Afrique dans l'offre mondiale est assez faible, la tendance pourrait s'inverser d'ici là, eu égard au regain d'intérêts des investisseurs du continent. A cet effet, la même source renseigne que la RDC et le Mali sont les seuls pays africains à jouer un grand rôle dans l'avenir du Lithium. Au moment où il est prouvé que les six principaux producteurs de batterie sont tous originaires d'Asie de l'Est, qui se partagent 68% du marché de la production d'accumulateurs pour véhicules électriques, il y a lieu de faire « Focus » sur ce secteur à forte croissance, d'autant plus que les ventes de voitures électriques, et de véhicules plus globalement, ont pris leur envol. *BloombergNEF* renseigne que le marché représenterait plus de 20 milliards de dollars<sup>51</sup>.

Nous estimons que la RDC doit mettre en place une politique pour capitaliser ces opportunités. Nous nous rendons donc compte que le continent est vierge dans l'exploitation de ce minerais critique, plus particulièrement la RDC alors que le Zimbabwe exploite déjà sa mine de BIKITA, bien que la qualité et l'importance des ressources reste prépondérante en RDC et au Mali comme grands producteurs de Lithium.

---

<sup>47</sup> Source : S&P Global, compilation BRGM (2017)

<sup>48</sup> Source : Benchmark Mineral Intelligence(2017)

<sup>49</sup> Source : United State Geological Survey, USGS (2019)

<sup>50</sup> Cochilo, Agence économique et financière Chilienne, Rapport 2020.

<sup>51</sup> Idem.

## CONCLUSION

Depuis la fin de la guerre froide, les mutations du monde, aussi dynamiques qu'incertaines, offrent une certaine imprévisibilité qui reste la caractéristique de l'environnement stratégique. Les grandes des puissances économiques et technologiques continuent sans relâche, d'orienter leurs curseurs vers zones riches en ressources rares, pour garantir leurs sources d'approvisionnement ; ce, de toutes manières ; faisant de ce fait, intégrer dans leurs équations de positionnement stratégiques la RDC, qualifiée de « scandale géologique ».

Pour ce faire, la recherche permanente d'harmonisation des priorités stratégiques avec les partenaires devra orienter l'action des dirigeants du pays (realpolitik) au regard des évolutions rapides du contexte international, qui d'ailleurs imposent une révision de la stratégie en ce qui concerne le secteur de défense, de la diplomatie et de la coopération, en vue de reconstruire le destin géopolitique du pays. De ce fait, on veillerait aux menaces de craquellement de la souveraineté qui présente un danger de transformer le pays en un sanctuaire de violence.

Ainsi, avons-nous insisté sur la nécessité d'investir dans la recherche de la cohésion nationale (dissuasion civile), en demeurant fidèle aux fondamentaux de la politique étrangère depuis 1960, dont les principes cardinaux d'ouverture au monde sans exclusive et le neutralisme positif, pour ne pas tomber dans le piège stratégique cornélien entre les puissances sur le sol congolais, et de privilégier l' « intérêt national » en brisant le cercle vicieux d'un jeu à somme nulle de lutte entre puissances, en muant vers la coopération « gagnant-gagnant » par la promotion des relations triangulaires.

Pour y parvenir, nous avons proposé d'entrevoir la « stratégie de focus » visant à vassaliser les partenaires à travers les secteurs d'activités susceptibles de générer des capitaux colossaux et ainsi booster l'économie et l'industrialisation de la RDC. Ainsi, nous avons ciblé les secteurs de la transition numérique, de l'intelligence artificielle, des NTIC et des énergies vertes dont le pays dispose des minerais rares pour une telle fin. D'où notre plaidoyer d'orienter les politiques publiques en ciblant les acteurs mondiaux impliqués dans ces secteurs d'activités stratégiques ci-haut épinglés, et d'élargir les marges de manœuvres dans la diversification des partenaires.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABRAHAMSEN Rita, « Etats-Unis : une nouvelle stratégie pour l'Afrique », in *Analyse*, du 19 décembre, CEPI, Ottawa, 2018.
- BANYAKU LUAPE Eugène et alii., *Initiation à la géopolitique*, Kinshasa, éd. Cahiers du CIEDOS, 2004.
- BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, 5<sup>ème</sup> éd. Editions Sciences Po, Les presses ; 2015.
- Benchmark Mineral Intelligence (2017)
- BIYOYA MAKUTU Philippe. « A la recherche d'un nouveau destin géopolitique pour la RDC », in *La République Démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion*, ICREDES, Kinshasa, 2013.
- BRAECKMAN Colette, *L'enjeu Congolais. L'Afrique Centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1999.
- BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, éd. Fayard, 2003.
- CEPAS, *les enjeux de la convention minière RDC-Chine*, Kinshasa, mars 2010.
- CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique : constances et changements dans l'histoire*, Paris, éd. Ellipses, 2003.
- CHAUTARD Sophie, *L'indispensable de la géopolitique*, éd. Studyrama, Paris, 2004.
- Cochilo, Agence économique et financière Chilienne, Rapport 2020.

- CROS Marie-France et MISSER François, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Paris, éd. Complexe, 2006.
- DARTON COMMODITIES Ltd, *Rapport*, 2017.
- GUERRINI Marc, « la cohésion nationale : Théâtre de l'objectivation des droits fondamentaux », in *Chronique classée dans Droit constitutionnel*, n° 03, RDLF chron, 2021.
- HARBULOT Chistian (dir.), « La guerre du coltan en RDC. Repositionner le jeu des acteurs dans le paradigme des stratégies des puissances », in *Ecole de guerre économique*, (novembre) 2008, pp.1-3.
- HAVARD Jean-Francois, « Histoire(s), mémoire(s) collective(s) et construction des identités nationales dans l'Afrique Subsaharienne postcoloniale », in *Cités*, 2007/1, n° 29.
- HERMET Guy, « Etats et cultures nationales : un retour aux origines », in Dieckhoff A. *La Constellation des identités*, Paris, Presses des Sciences Po, 2004.
- HUGON Philippe. *Géopolitique de l'Afrique*, éd. Sedes, Paris.
- La Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, *Ministère des Armées*, République Française, 2017.
- LELOUP Bernard, « Les rebellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional », in *L'Afrique des Grands Lacs, annuaire 2001-2002*, Centre d'étude de la région des Grands Lacs, Anvers, Paris, L'Harmattan, 2003.
- LUMUMBA YODI-SHEMBO Patrick, « L'enjeu congolais à l'aune de la rivalité stratégique sino-américaine : Pour un leadership régional transformationnel », in, *Cahiers Africains des Droits de l'Homme et de la Démocratie ainsi que du Développement durable* (octobre-décembre), n° 065, Vol.1, 2019.
- MAKIESE MWANA WA NZAMBI Daniel, *La géopolitique et la politique internationale dans l'accession et la perte du pouvoir par les chefs d'Etat en R.D. Congo*, Kinshasa, éd. La Montagne, 2020.
- MALIS Christian, *Raymond Aron et le débat stratégique français*, 1930, 1966, éd. Economica, Paris, 2005. p.178. En effet, notre compréhension de la stratégie du Rwanda ramène sur la scène du débat Edward N. LUTTWAK avec son livre *Le grand livre de la stratégie* publié aux éditions Odile Jacob à Paris en 2002.
- MONNIER Laurent, JEWSIEWICKI Bogumil, De VILLERS Gauthier, « Chasse au diamant au Congo-Zaïre », in *Institut Africain-CEDAF*, Paris, éd. L'Harmattan, 2001.
- MOREAU DEFARGES Philippe. *La géopolitique pour les nuls*, Paris, éd. First-Grund, 2012,
- MUTINGA Modeste, *La guerre de l'eau aux portes de la RDC*, Kinshasa, éd. Le potentiel, 2014.
- PEAN Pierre, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, éd. Fayard, 2010.
- POURTIER Roland, « Guerre et géographie. Du conflit des Grands Lacs à l'embrasement de l'Afrique centrale », in *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, (Dir). J-L Chaléard et R. Pourtier, Paris, Publication de la Sorbonne, 2000.
- POURTIER Roland, « L'Afrique Centrale dans la tourmente : Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », in *Tragédie Africaine*, 4<sup>em</sup> Trimestre, Hérodote, Paris, 2003.
- POURTIER Roland, « La guerre au Kivu : un conflit multinational », in *Afrique contemporaine*, n° 180, 1996.
- Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo, *Conseil de Sécurité des Nations Unies*, 12 avril 2001.
- *Rapport du Groupe de la Banque Africaine de Développement*, Discours de Pathé GUEYE, Commissaire en charge des infrastructures de la CEDEAO lors du lancement de la nouvelle stratégie d'intégration de l'Afrique de l'Ouest le 26 Novembre 2020